

RENDU EXECUTOIRE LE

11 DEC. 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE



ARRETE N°2023-A-DGAFMN-DBF-039

En date du

11 DEC. 2023

Envoyé en préfecture le 11/12/2023

Reçu en préfecture le 11/12/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20231211-23_A_DBF_039-AR



ARRETE DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
portant réalisation d'un emprunt auprès de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Aquitaine,
Poitou-Charentes pour le financement des investissements 2023-2024.

Le Président du Conseil Départemental,

VU

- le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3211-2, 1°,
- la délibération du Conseil Départemental du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection du Président du Conseil Départemental,
- la délibération du Conseil Départemental en date du 16 décembre 2022 portant délégation de pouvoirs au Président en matière d'emprunts, de lignes de trésorerie et de placements de fonds pour l'année 2023,
- la délibération du Conseil Départemental du 16 décembre 2022 relative au Budget Primitif de l'exercice 2023,
- la proposition commerciale de la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes en date du 23 novembre 2023,

➤ **CONSIDERANT** la nécessité de souscrire un emprunt de 10 000 000 € pour financer le programme d'investissements 2023-2024 du Département de la Vienne;

ARRETE

Article 1^{er} : Souscription d'un emprunt

Afin de financer ses investissements 2023-2024, le Département de la Vienne contracte auprès de la Caisse d'Epargne Aquitaine, Poitou-Charentes un emprunt d'un montant de 10 000 000 € pour une durée de 15 ans.

Article 2 : Caractéristiques et principes de fonctionnement du contrat de prêt :

- **Objet** : les fonds empruntés sont exclusivement destinés à financer les investissements 2023-2024,
- **Emprunteur** : Département de la Vienne,
- **Prêteur** : Caisse d'Epargne et de Prévoyance Aquitaine Poitou-Charentes,
- **Montant** : 10 000 000 EUR,
- **Durée** : 15 ans,
- **Date de mobilisation** : au plus tard le 02/01/2024,
- **Date de départ du prêt** : 02/01/2024,
- **Frais de dossier / Commission de mise en place** : 5 000 EUR,
- **Type d'amortissement du capital** : constant,
- **Périodicité des échéances** : trimestrielle,
- **Taux d'intérêt** : taux révisable EURIBOR 3 mois à arrondi au 1/100ème de point supérieur, majoré d'une Marge Fixe de 0,75 % l'an, EURIBOR constaté entre le 01/12/2023 et le 15/12/2023. Ensuite, pour chaque période d'intérêts, nouveau taux calculé sur la base de l'EURIBOR constaté deux jours ouvrés sur le marché monétaire avant la date de début de chaque période d'intérêts du Prêt. Le nouveau taux d'intérêt se substituera au taux de la précédente échéance. Etant précisé que dans l'éventualité où la valeur du taux révisé serait inférieure à zéro, cette valeur serait alors considérée comme égale à zéro,

- Base de Calcul des intérêts : Exact/360 Jours,
- Option irréversible de passage en taux fixe exerçable en cours de prêt: possible à compter du premier anniversaire de la date du point de départ de la phase d'amortissement. Le taux d'intérêt correspondra au taux fixe d'un swap payeur contre l'EURIBOR majoré de la Marge Fixe susvisée. Ce taux fixe du swap payeur sera déterminé deux jours ouvrés avant la date de l'échéance qui suit la demande de la levée de l'option, arrondi au centième de point supérieur. Il est précisé que dans l'éventualité où la valeur du taux fixe ainsi déterminée s'avèrerait inférieure à zéro, cette valeur serait alors considérée comme égale à zéro,
- Remboursement anticipé partiel ou total: moyennant le paiement d'une indemnité forfaitaire de 4% du capital remboursé par anticipation, si le remboursement anticipé intervient lorsque le prêt est à taux révisable. Moyennant le paiement d'une indemnité de remboursement anticipé actuarielle non plafonnée si le remboursement anticipé intervient après la date d'effet de passage à taux fixe,
- Score Gissler : 1A.

Article 4 : Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché. Il sera transmis au Représentant de l'Etat dans le Département et au Payeur Départemental de la Vienne.

Le Président du Conseil Départemental signera la Convention de Crédit dont les conditions sont précisées ci-dessus et tout autre document nécessaire à la conclusion et à l'exécution de ladite Convention. Il sera rendu compte de cette décision lors du prochain Conseil Départemental.

Article 6 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai de deux mois à compter de sa date exécutoire. Un recours contentieux peut être porté contre le présent arrêté devant le Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale ou par voie dématérialisée via l'application «Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois suivant sa date exécutoire, le recours auprès du Président suspendant ce délai.

Fait à Poitiers, le

11 DEC. 2023



Alain PICHON

Président du Conseil Départemental de la Vienne